



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 27 MAI 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 21 mai 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 27 mai 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Henri LAURENT, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Olivier ROBIN

Nathalie ROMANET donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Umus PERRONE. Excusée

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Thomas GIRARD.

Par délibération n° 2024-23 en date du 02 avril 2024 le Conseil Municipal s'est prononcé sur la mise en place d'un système d'astreinte et de permanence applicable aux agents municipaux.

Il était prévu concernant les astreintes des agents de la filière technique soient ponctuelles et mises en place à l'occasion des manifestations importantes et des événements climatiques.

Il s'avère qu'en période estivale et compte tenu de la multiplication des animations et manifestations y compris en semaine, de la reprise en gestion communale du camping susceptible de nécessiter des interventions d'urgence des ST (fuites d'eau, pannes d'électricité etc...) la mise en place d'une astreinte semaine et week-end pour couvrir les périodes en dehors des horaires de service s'impose.

Il est donc proposé de modifier le § I.A de la délibération du 02 avril 2024 et d'indiquer qu'une astreinte semaine et week-end récurrente sera mise en place chaque année du 15 avril au 15 octobre et concernera les agents de la filière technique.

L'ensemble des autres dispositions de la délibération précitée restent applicables

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, ap
L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS :

Envoyé en préfecture le 04/06/2024
Reçu en préfecture le 04/06/2024
Publié le
ID : 001-210102695-20240527-DR202445-DE

- **APPROUVE** la modification de la délibération n°2024-23 en date du 02 avril 2024 relative à la mise en place des astreintes et permanences en restaurant une astreinte récurrente semaine et week-end du 15 avril au 15 octobre pour les agents de la filière technique.
- **PRECISE** que l'ensemble des autres dispositions de la délibération n°2024-23 du 02 avril 2024 restent applicables.
-
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre et à signer tout acte afférent à cette disposition.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE DE NANTUA' with a central emblem and the text '(AIN)' at the bottom. To the right of the stamp is a large, stylized blue ink signature.

Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

The image shows a blue ink signature, likely belonging to Suzy CASSAR, written in a cursive style.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.